

Discours prononcé par Roberta Metsola au Conseil européen
Jeudi 26 octobre 2023

Merci, Charles.

Bonjour à toutes et à tous.

L'attaque terroriste perpétrée en Israël, la crise humanitaire à Gaza et les tensions dans l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient restent extrêmement préoccupantes. Les attentats terroristes commis par le Hamas ont plongé toute la région dans un véritable chaos. Je l'ai constaté moi-même en me rendant sur les lieux des atrocités et en rencontrant des survivants endeuillés. Je sais que vous êtes nombreux à vous y être rendus également.

Rien ne peut excuser ni justifier les viols, les enlèvements, les actes de torture et les meurtres de masse dont ont été victimes des communautés entières, des enfants, des femmes, des hommes et de jeunes gens qui participaient à une fête. Il s'agit d'une attaque terroriste perpétrée par une organisation terroriste alimentée par la haine. Je tiens à ce que ce soit clair.

Je tiens également à rappeler que le Hamas ne représente pas les aspirations légitimes des Palestiniens. Au contraire, il leur fait obstacle.

Le Parlement européen a condamné les actes du Hamas avec la plus grande fermeté. Nous savons que le Hamas doit être stoppé. Nous avons également souligné que la voie pour y parvenir nous concerne tous: la manière dont Israël riposte en ce moment même est une question cruciale.

Le Parlement a toujours insisté et continuera sans relâche d'insister sur la nécessité de respecter le droit international, de tenir le plus grand compte des conséquences humanitaires de la lutte contre le Hamas et de veiller à ce que les populations innocentes reçoivent l'aide dont elles ont besoin.

Les citoyens attendent également de l'Europe qu'elle poursuive son action face à la terrible crise qui se déroule à Gaza, où toujours trop d'innocents perdent la vie et toujours trop d'enfants deviennent orphelins.

En tant qu'Union, nous avons la responsabilité de rester cohérents et unis. Cela ne consiste pas à se résigner à davantage de morts et de violence, mais à éviter une dangereuse escalade du conflit dans la région. Nous devons entretenir l'espoir, aussi mince soit-il, que la paix finira par se rétablir.

Or, le Hamas n'offre aucun espoir de paix: il ne fait que semer la mort. Les atrocités qu'il commet ont fait reculer les perspectives de paix de plusieurs années, voire de plusieurs décennies. Chaque journée supplémentaire de captivité des 200 otages prisonniers du Hamas nous en éloigne un peu plus. Nous devons également, sur ce point, analyser le rôle du régime iranien dans la région.

Je dois aussi souligner qu'il n'y a rien de contradictoire à s'opposer résolument au terrorisme, d'une part, et à tout mettre en œuvre pour atténuer la crise humanitaire à Gaza, d'autre part. Nous nous devons de mener l'un et l'autre de front.

C'est pourquoi nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger la vie des innocents. C'est pourquoi nous travaillons à la libération des otages et à l'acheminement de l'aide, et c'est pour y parvenir que le Parlement européen a demandé une pause humanitaire. C'est pourquoi, encore, nous avons soutenu la décision de la Commission européenne de tripler son aide humanitaire.

Tout cela concerne le très court terme. À plus long terme, l'Europe doit se tenir prête à s'engager. Nous devons continuer à œuvrer sans relâche en faveur d'une paix viable et durable, en faveur d'une solution à deux États qui soit équitable et juste. L'Europe a un rôle à jouer et nous devons être à la hauteur de la situation.

Si la crise actuelle au Proche-Orient reste en tête de nos préoccupations, nous devons également faire face à d'autres questions et réalités géopolitiques pressantes: la brutale invasion russe en Ukraine qui se poursuit, les événements dans le Haut-Karabakh, les tensions dans les Balkans, les attaques à l'encontre de la démocratie biélorusse, ainsi que notre positionnement vis-à-vis de la Chine, de l'Inde et des relations transatlantiques vont façonner la manière dont l'Union tiendra sa place dans ce nouveau monde.

Comment répondre aux préoccupations en matière de sécurité et d'immigration? Comment garantir notre compétitivité à l'extérieur et notre prospérité à l'intérieur de nos frontières? Comment faire pour que l'Europe reste une grande puissance forte de ses valeurs et conserve sa capacité à répondre aux préoccupations de ses citoyens?

La semaine dernière, Nikol Pachinian, le Premier ministre arménien, s'est exprimé devant le Parlement au sujet de l'escalade récente des tensions dans le Haut-Karabakh. Il a expliqué comment l'Arménie faisait face à l'afflux de

réfugiés et a fait part de ses inquiétudes concernant la sécurité de la région. Ramener la paix n'est pas chose aisée, mais nous avons bon espoir que la situation permettra bientôt d'engager des négociations sérieuses.

Dans le même temps, l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie se poursuit. Le Kremlin table sur un retrait de notre soutien, mais nous ne devons pas relâcher nos efforts. Nous ne céderons pas. Nous continuerons d'apporter un soutien humanitaire, logistique, militaire, politique et en matière de reconstruction.

Dans quelques semaines, la Commission présentera le paquet «élargissement» que nous attendons. L'engagement de l'Ukraine à mener des réformes démocratiques et à suivre les recommandations de la Commission est tout à fait louable. Ainsi, si les conditions sont réunies, nous pouvons espérer parvenir à un accord avant la fin de l'année pour ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine, mais aussi avec la Moldavie, sur la même base.

Le choix d'offrir à nos voisins européens une perspective européenne claire aboutit au résultat escompté. Si l'heure est déjà à la réforme et aux préparatifs pour l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux, l'Europe doit également se préparer aux étapes à venir. Cela devient indispensable. Nous devons nous montrer à la hauteur.

Par ailleurs, nous devons continuer à soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine. Il faudra pour ce faire parvenir à un accord concernant la nouvelle facilité pour l'Ukraine de 50 milliards d'euros, votée par le Parlement européen la semaine dernière. En tant qu'Union, nous nous sommes montrés plus unis que jamais aux côtés de l'Ukraine et je suis convaincue que nous le resterons.

Cet impératif va de pair avec l'indispensable réforme du cadre financier pluriannuel (CFP). Si nous visons un budget conséquent pour 2024, un budget adapté à nos objectifs, nous avons besoin de ressources suffisantes. Pour les obtenir, il est primordial de parvenir à un accord concernant le CFP le plus tôt possible.

En l'état actuel des choses, nos ressources sont limitées. Les différentes crises, liées à la pandémie, à l'invasion de l'Ukraine, au changement climatique, à l'énergie et au coût de la vie, ont toutes eu des répercussions. La hausse des taux d'intérêt a fait grimper le coût de nos emprunts au titre de NextGenerationEU. En résumé, le budget de l'Union a atteint ses limites.

Nous devons nous assurer que nos actions prioritaires sont convenablement financées. Nous nous accordons tous à dire que nous devons traiter les

problématiques sécuritaires et migratoires, continuer à soutenir l'Ukraine et revoir à la hausse l'aide financière aux États membres touchés par des catastrophes naturelles, le tout, rapidement et efficacement. C'est précisément lorsque les États membres comptent sur la solidarité et le soutien de l'Europe que nous devons répondre présent.

Par conséquent, nous devons rassembler les ressources financières nécessaires pour traduire nos paroles en actes et, sur ce point, l'introduction des nouvelles ressources propres, déjà convenue depuis 2020, doit impérativement avancer.

Notre budget assure le soutien financier minimum que nous pouvons apporter aux citoyens européens, tant à nos agriculteurs qu'à nos étudiants, à nos entreprises ou encore à nos régions, qui souhaitent investir, innover, moderniser et développer une Europe compétitive à l'échelle mondiale. C'est de cette manière que nous pouvons générer une croissance économique réelle et durable. C'est pourquoi il est essentiel d'entretenir notre compétitivité.

Si nous souhaitons que tout ce que nous annonçons vouloir faire reste crédible, un accord s'impose. Un report ne nous rendrait pas service.

Arrêtons-nous un moment sur un autre sujet qui ne peut plus être remis à plus tard: celui des migrations. Une fois encore, l'actualité et l'augmentation des arrivées de demandeurs d'asile ont montré les conséquences de la fragmentation actuelle de notre politique en matière d'asile et de migration.

Nos discussions à ce sujet doivent porter en priorité sur les mesures visant à rendre les retours plus efficaces, telles que l'accélération du traitement des demandes d'asile, l'amélioration des modalités de retour ainsi que le renforcement de la coordination et de la coopération opérationnelles entre les États membres, les pays tiers et les institutions et agences européennes. Les failles qui existent entre le rejet d'une demande d'asile et la décision de retour doivent être corrigées. Le règlement sur les procédures à la frontière peut nous permettre d'atteindre cet objectif. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir ensemble afin de progresser sur chacune des composantes du pacte sur la migration et de faire en sorte de trouver de bonnes solutions avant la fin de cette législature.

Les citoyens s'attendent à ce que nous obtenions des résultats sur toutes ces questions avant qu'ils n'aillent aux urnes en juin prochain. Je suis convaincue que nous y parviendrons et je vous assure que nous sommes prêts, au Parlement, à assumer notre rôle.